



# LE 4 OCTOBRE :

## TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS



Gouvernement et patronat, unis dans la même frénésie libérale, entendent poursuivre leurs attaques contre l'ensemble du monde du travail.

Bradage du code du travail, précarisation effrénée, répression des chômeurs, licenciements massifs dans des entreprises aux profits juteux, font partie, entre autres, de l'arsenal des agressions qui ne cessent de tomber.

Le service public et la fonction publique ont aussi droit à leur ration de mauvais coups (suppressions d'emplois, privatisations, mesures fiscales iniques réduisant les moyens du service public...).

C'est pourtant peu de dire que cette politique tourne le dos à ce que la population a déjà massivement exprimé dans de nombreuses mobilisations et dans le référendum du 29 mai.

Dans ce contexte, l'appel unitaire de toutes les organisations syndicales à faire du 4 octobre une journée nationale d'actions, de grèves et de manifestations -du privé comme du public- revêt donc une ampleur considérable.

C'est pourquoi, dans la fonction publique, la CGT a milité activement pour parvenir à l'appel unitaire des 7 fédérations du 14 septembre.

Pour ce qui concerne la fonction publique, le 4 octobre doit être une nouvelle occasion :

- D'affirmer sa place dans ses missions au service de la population, et du statut général pour ses personnels,
- D'exiger le maintien du pouvoir d'achat sur 2006 et le rattrapage du déficit de 5 % accumulé entre 2000 et 2004 par des augmentations de la valeur du point,

- D'œuvrer pour le renforcement de la fonction publique de carrière, fondée sur l'existence des corps, grades et catégories et le recrutement par concours, avec des garanties statutaires affermies et renouvelées,
- D'agir pour une véritable protection sociale solidaire et donc de refuser les projets d'affaiblissement de l'IRCANTEC et de libéralisation de la protection sociale complémentaire,
- De s'opposer à la décentralisation RAFFARIN, et d'obtenir un moratoire sur son application qui implique l'abandon immédiat du transfert de compétences et des personnels,
- De combattre la précarité par un véritable plan de créations d'emplois statutaires,
- De demander le respect et l'élargissement des droits syndicaux,
- De revendiquer la mise en place de véritables pré-recrutements en formation alternée, notamment pour les jeunes en difficulté, qui doivent se substituer aux dispositions particulièrement nocives du PACTE junior,
- De condamner une réforme des services déconcentrés qui n'est qu'un nouveau pan de la casse de l'appareil d'Etat...

Tout cela porte l'exigence d'un budget 2006 ambitieux, tournant le dos aux restrictions qui asphyxient l'intervention publique.

Plus que jamais, les convergences des salariés du privé et du public dans l'action doivent être recherchées et développées.

Plus que jamais, la mobilisation doit s'élargir et s'inscrire dans un mouvement durable, porteur de succès revendicatifs.

Le 4 octobre doit constituer un élément essentiel de ce processus.

Montreuil, le 15 septembre 2005

N.B. : Un préavis de grève est déposé concernant tous les personnels de la Fonction publique.